

### *Tarif des douanes*

raires proposées dans le bill portent sur des biens de consommation d'une valeur de près de 1.6 milliard de dollars, selon les chiffres des importations de 1975.

Voici le plus important:

Près de la moitié de ces produits appartiennent au groupe alimentaire et leur valeur atteint quelque 727 millions de dollars.

Nous voyons donc que les éleveurs et les producteurs des Prairies vont travailler à perte pour la quatrième année de suite, mais ce gouvernement malhonnête et dur est prêt à se passer d'eux pour se faire élire, simplement pour donner l'illusion que la Commission de lutte contre l'inflation fait bien son travail. Autrement dit, quand on dit que les aliments sont moins chers parce que la Commission de lutte contre l'inflation est efficace, c'est absolument faux. En vérité, si des aliments ont baissé, c'est parce que nous les avons importés à bien meilleur marché et, ce faisant, nous détruisons littéralement des régions entières du Canada et leurs moyens de production. Ce qui se passe c'est que le gouvernement est tellement imbu de son autorité qu'il croit pouvoir rayer de la carte toute une région du Canada.

Si l'on en juge par le nombre de sièges, les Prairies ne détiennent pas beaucoup de pouvoir au sein du gouvernement libéral; c'est pourquoi ce dernier estime qu'il peut n'en tenir aucun compte. Le gouvernement sait que Montréal et Toronto comptent plus de députés libéraux que l'ensemble des trois provinces des Prairies; alors, il contingente l'importation et permet ainsi l'entrée au pays de produits alimentaires à bon marché. Cela détruit systématiquement l'armature de l'économie des provinces des Prairies et on peut en dire autant des provinces de l'Atlantique.

Jusqu'à un certain point, je sympathise avec le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) parce que je me rends compte qu'il se veut solidaire du cabinet. En réponse à une question que le député de Medicine Hat (M. Hargrave) lui a posée hier au sujet de l'application de l'accord sur le rabais de 6c. sur les importations de viande congelée d'Australie et de Nouvelle-Zélande, le ministre a dit qu'il y aura d'autres pourparlers, et qu'il espère qu'après cela, la viande expédiée au Canada se vendra au même prix que la viande expédiée aux États-Unis, en vertu du système de contingentement imposé.

Chose curieuse, lors de la rencontre avec l'Association des éleveurs, il y a deux jours seulement, un des plus grands économistes du ministère de l'Agriculture a avoué que le ministère n'avait jamais favorisé l'application de l'accord sur le rabais de 6c. La vérité, c'est que le ministre n'a pu faire valoir sa cause auprès du cabinet. Il avait peut-être la bonne intention d'essayer de protéger notre industrie agricole mais pour donner l'impression que la Commission de lutte contre l'inflation joue son rôle, les agriculteurs, les éleveurs et les producteurs de pommes et d'autres produits ont été sacrifiés.

● (1530)

Depuis 1969, le Canada importe environ 7 p. 100 de sa consommation de bœuf désossé. Par le passé, ces produits importés étaient de qualité médiocre et ne rivalisaient pas directement avec les produits canadiens. Après 1974, toutefois, à la suite d'une période où le gouvernement a encouragé les éleveurs à accroître leurs troupeaux, il y a eu de plus en plus d'importations de bœuf de qualité moyenne et élevée, qui rivalisaient directement avec la production intérieure, ce qui nous a mis en conflit direct avec notre partenaire commercial de toujours, les États-Unis d'Amérique.

[M. Malone.]

N'ayant pas adopté de politique de contingentement de la viande importée, le Canada est devenu presque l'ennemi des États-Unis dans le domaine du commerce de la viande. Qui-conque parle aux producteurs, aux agriculteurs et aux éleveurs américains soit qu'ils en veulent au Canada parce que les produits des pays d'Océanie sont écoulés à perte sur le marché canadien, ce qui oblige le Canada, en retour, à écouler sa viande à perte sur le marché américain. Le Canada, pays qui a les moyens de produire assez de viande de bœuf pour répondre à ses besoins, est le seul pays du monde qui n'exerce aucun contrôle d'ordre quantitatif sur les importations. Tous les autres pays producteurs de bœuf imposent des contrôles efficaces. Il me semble révoltant que le Canada, grand producteur de viande, soit le seul pays qui ne contrôle pas ses importations.

Prenons quelques exemples, monsieur l'Orateur. Les États-Unis, principal pays importateur de bœuf du monde, importent près de 30 p. 100 de l'ensemble des échanges mondiaux de bœuf et de veau; toutefois, les États-Unis ont une loi sur les importations, qui limite celles-ci à 7 p. 100 de la consommation intérieure. Si nous voyons ce qui se passe au Royaume-Uni et dans les pays de la Communauté économique européenne, nous constatons que ce groupe est le deuxième importateur de bœuf du monde. Les importations sont contrôlées de très près, toutefois, grâce à un système complexe de droits fixes, de redevances variables, de droits ad valorem et de quotas. En juillet 1974, la CEE a mis l'embargo sur les importations de bœuf et de veau. Le Japon est actuellement l'un des grands importateurs de bœuf, occupant la troisième place derrière la CEE et les États-Unis. Et pourtant, le Japon exerce un contrôle sur ses importations par l'entremise d'agences d'achat de l'État, en imposant des droits de douane de 25 p. 100 selon la valeur des marchandises, en percevant des droits variables et en fixant des quotas. Au début de 1974, le Japon a pour ainsi dire mis l'embargo sur toutes les importations de bœuf et de veau jusqu'en septembre 1975.

En 1975 et 1976, pratiquement tous les excédents de bœuf et de veau du monde se sont vendus à perte sur le marché canadien, situation qui ne s'est jamais produite ailleurs. Il est odieux de voir le gouvernement se promener dans le pays en préconisant son programme de lutte contre l'inflation en disant que la Commission de lutte contre l'inflation fonctionne alors que par sa faute, près de 100,000 agriculteurs et éleveurs canadiens travaillent à perte. Le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien) et le ministre de l'Agriculture sont responsables de ces 100,000 personnes qui, pour la quatrième année consécutive, doivent vendre leur bétail à un prix inférieur au coût de revient.

Même si le Canada n'est pas très peuplé, il se place maintenant au quatrième rang des pays importateurs de bœuf sur les marchés mondiaux. En 1976, le Canada se classait au premier rang pour la quantité de bœuf importé par tête d'habitant. Notre pays est capable de produire tout le bœuf dont il a besoin pour sa propre consommation, mais il est pourtant au quatrième rang des pays importateurs de bœuf. Cela veut dire que les politiques du gouvernement ne servent à rien et le bill C-15 laisse le problème tout à fait de côté. L'une des injustices les plus évidentes du bill C-15, c'est qu'il indique aux villes très peuplées du pays que le gouvernement est prêt à sacrifier les régions productrices pour des motifs d'ordre politique.